

Bulletin bibliographique 109 Juin 2019

Retraite Financement

Réforme des retraites : pérennité d'une répartition solidaire ou priorité à l'individualisation - Actes du 20^{ème} Colloque professionnel Ipse, 07/12/2018.

Paris : Ipse, 2018, 16 p.

Accueilli par l'Agirc-Arrco, le colloque rassemblait experts et acteurs de la protection sociale, parlementaires et journalistes. La première session était consacrée à la future refonte du système des retraites en France. Elle a été l'occasion de présenter les conséquences de la fusion des régimes Agirc et Arrco et le rôle des partenaires sociaux dans le pilotage des régimes complémentaires. La deuxième session était dédiée au bilan des réformes menées en Europe, notamment la réforme suédoise, et aux perspectives pour maintenir le principe de solidarité dans les retraites.

<http://www.euroipse.org/wp-content/uploads/2019/01/ACTES-DU-20e-COLLOQUE-PROFESSIONNEL-IPSE.pdf>

<https://www.euroipse.org/12796/>

Retraite Niveau des retraites et niveaux de vie des retraités

Prestations vieillesse contributives du régime général : hausse de 0,3% au 01/01/2019 (après un gel depuis octobre 2017).

In : *Liaisons sociales - Dossier juridique*, 2019-55, 21/03/2019, 6 p.

En application de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019, les retraites de base (droits directs et réversions) ont été revalorisées de 0,3%. Ce montant a été fixé indépendamment de l'inflation. Ce dossier fait le point sur les règles applicables en 2019.

Les Pensions de réversion en France : équivalent patrimonial des droits à la retraite, impacts des réformes et niveau de vie des pensionné(e)s / TAGNE Christian Rodrigue.

Orléans : Université d'Orléans, 2017, 269 p.

Dans cette thèse, l'auteur aborde la question des pensions de réversion sous l'angle de la mesure de leur équivalent patrimonial. Il montre ici que ce « patrimoine » permet aux bénéficiaires des réversions de conserver plus ou moins le niveau de vie dont ils jouissaient avant la perte de leur conjoint. Sa thèse apporte par ailleurs un éclairage sur les solutions adoptées par d'autres pays européens et sur le partage des droits à retraite au sein du couple ou « splitting ». Cette thèse a obtenu le deuxième prix de l'Observatoire des retraites 2018.

Retraite Méthodologie

Typologie des profils de carrière à l'Ircantec / BULCOURT Marion.

In : *CDC - Questions Retraite & Solidarité - Les études*, 25, 01/01/2019, 12 p.

Ce numéro est consacré à la mise en évidence de profils types de carrière à l'Ircantec, à partir d'une analyse par classification. Certains profils correspondent à des individus dont l'Ircantec est le régime complémentaire principal, praticiens hospitaliers à temps plein à l'hôpital, certains salariés d'établissements publics, etc. D'autres profils regroupent les personnes ayant cotisé à l'Ircantec sur des périodes courtes en début ou en fin de carrière. Enfin, on isole une catégorie constituée d'affiliés

dont la carrière à l'Ircantec relève d'une activité secondaire, comme des vacataires dans l'enseignement.

<https://retraitesolidarite.caissedesdepots.fr/sites/default/files/QRS%20Les%20%C3%A9tudes%2025.pdf>

La Retraite des non-salariés : réunion du conseil du 20/12/2018, documents de travail.

Paris : COR, 2018, non paginé.

En raison de la diversité des professions occupées par les travailleurs indépendants, leurs régimes de retraite présentent de nombreuses spécificités, tant sur les conditions d'affiliation, qu'en matière de prélèvements et de calcul des droits. Le COR étudie ces éléments ainsi que les principaux enjeux liés aux spécificités de ces régimes dans le cadre de la mise en œuvre annoncée du régime universel de retraite.

<http://www.cor-retraites.fr/article534.html>

Retraite et droits conjugués, panorama et perspectives : réunion du Conseil du 31/01/2019, documents de travail.

Paris : COR, 2019, non paginé.

Alors que la réversion s'inscrivait à l'origine dans un contexte où le mariage précoce et durable était le mode de vie commune dominant et où l'homme était l'apporteur principal de ressources au sein du couple, les évolutions sociales et économiques pourraient remettre en question cette construction. Lors de sa réunion du 31/01/2019, le COR a abordé les thèmes suivants : fondement historique de la réversion ; éléments de cadrage démographique et économique sur la vie en couple en France ; état des lieux de la réversion en France ; évolutions possibles de la réversion dans le futur système universel de retraite ; panorama des dispositifs en vigueur à l'étranger.

<http://www.cor-retraites.fr/article535.html>

Retraite Indicateurs de retraite

Motivations de départ à la retraite au régime général : influence des modalités de départ et de carrière /COUHIN Julie/RAMOS-GORAND Méлина/AOUCI Sabrina.

In : Cnav - Cadr'@ge, 39, mars 2019, 10 p.

Cette enquête apporte des enseignements sur les raisons ayant conduit les assurés à déterminer la date de leur départ. L'étude se concentre ici sur les retraités du régime général ayant pris leur retraite entre juillet 2015 et juin 2016. Diverses raisons peuvent influencer la décision de partir en retraite. Est-ce que le fait d'être un homme ou une femme discrimine les retraités dans leurs choix de partir en retraite ? Les motifs de départ avancés par les retraités partis au titre de l'inaptitude, ceux ayant poursuivi leur activité pour bénéficier de la surcote ou ceux partis avec une pension minorée sont-ils les mêmes ? Enfin, dans quelle mesure le déroulement de la carrière professionnelle a-t-il une influence sur les motivations de départ à la retraite ?

<https://www.statistiques-recherches.cnav.fr/images/publications/cadrage/Cadrage-39.pdf>

Les Âges de départ à la retraite : réunion du Conseil du 21/02/2019, documents de travail.

Paris : COR, 2019, non paginé.

Cette réunion du COR a porté sur les âges de départ à la retraite, déterminants importants de la situation financière du système de retraite mais aussi des durées passées à la retraite. La première partie du dossier présente les évolutions, passées et à venir, des âges de départ à la retraite après avoir défini les différents concepts possibles que recouvrent la notion d'âge de la retraite, entre âges légaux et âges effectifs. La deuxième partie s'intéresse, quant à elle, à leur niveau et à leur évolution dans les différents régimes. Enfin, la troisième partie présente un panorama des âges légaux et des âges effectifs de sortie du marché du travail dans les différents pays suivis par le COR.

<http://www.cor-retraites.fr/article536.html>

Les Comportements de départ à la retraite : réunion du Conseil du 21/03/2019, documents de travail.

Paris : COR, 2019, non paginé.

Ce dossier contribue à l'appréhension des motivations de décision de départ à la retraite des assurés. Si demain les références à la durée d'assurance et au taux plein devaient disparaître, l'une des questions essentielles serait d'anticiper la réaction des assurés dans le cadre du nouveau système unifié. La connaissance des comportements est donc primordiale pour évaluer les effets de la réforme annoncée. La première partie du dossier présente des éléments de cadrage statistiques sur les conditions de départ à la retraite ; la seconde partie est consacrée aux incitations économiques et aux motivations de départ à la retraite ; la troisième partie revient sur l'information et les connaissances des assurés sur la retraite. Enfin, la dernière partie propose quelques éléments prospectifs sur le rôle de l'âge dans un système de retraite fonctionnant en rendement défini.

<http://www.cor-retraites.fr/article537.html>

Retraite Analyses juridiques

La Révision des pensions en matière de sécurité sociale /TAURAN Thierry.

In : Dalloz - Revue de droit sanitaire et social, 2018-1, janvier/février 2019, 12 p.

La situation des assurés n'étant pas figée, elle peut donner lieu à une révision des pensions. Pour autant, il est essentiel pour les caisses de retraite de limiter ces révisions au strict nécessaire, dans un souci de simplification. Le droit positif reconnaît les situations d'erreurs, d'omission ou de changements dans la vie des assurés mais encadre restrictivement les conditions et les modalités de révision des pensions. Ces points ainsi que la question de la contestation judiciaire sont développés dans cet article, qui se limite au droit de la sécurité sociale.

Contribution à l'étude de la sécurisation des retraites /ATTALI-COLAS Jessica.

Marseille : Université Aix-Marseille II, 2017, 608 p.

Au moment où des évolutions profondes de notre système de retraite sont en débat, cette thèse montre la portée et les limites du principe jurisprudentiel d'intangibilité des droits à retraite liquidés. Son auteure démontre comment la jurisprudence des tribunaux français s'est efforcée de sécuriser les pensions liquidées et les limites auxquelles elle se heurte. Cette thèse a obtenu le premier prix de l'Observatoire des retraites 2018.

Retraite Retraites en Europe et dans le monde

The Effects on intra-generational inequality of introducing a funded pension scheme: a microsimulation analysis for Estonia (les effets sur l'inégalité intra-générationnelle de l'introduction d'un régime de retraite par capitalisation : une analyse de microsimulation pour l'Estonie) /PIIRITS Magnus/VORK Andres.

In : AISS - Revue internationale de sécurité sociale, 72-1, janvier-mars 2019, 24 p.

Dans cet article il est fait appel à un modèle de microsimulation reposant sur une cohorte unique de sexe masculin afin d'analyser les effets intragénérationnels et l'impact sur la répartition des revenus d'une réforme estonienne qui prévoit le remplacement du système de retraite par répartition par un système reposant sur plusieurs piliers, au sein duquel coexistent un régime par répartition englobant des composantes assurantielles financées par des cotisations et un régime par capitalisation.

The Impact of international migration on the public pension system: the case of Portugal (L'impact des migrations internationales sur le système de retraite public : le cas du Portugal) /ALBUQUERQUE Paula/ALVES José/CRAVEIRO Daniela, ...

In : AISS - Revue internationale de sécurité sociale, 72-1, janvier-mars 2019, 21 p.

Cet article analyse l'impact de la migration de substitution sur la viabilité financière des régimes de retraite au Portugal, qui est l'un des pays d'Europe comptant la plus forte proportion de personnes vieillissantes. Les auteurs utilisent à cette fin des prévisions démographiques et des exercices prospectifs sur l'évolution de l'économie portugaise. Les résultats montrent que, durant la période

2015-2060, l'immigration internationale a eu un impact positif sur l'équilibre financier du système de retraite, impact qui dépasse 3 % du PIB après 2045.

Inequity in access to the Argentinian pension system (1994–2017) (Inégalités dans l'accès au régime de retraite argentin (1994–2017)) /DE SANTIS Mariana/GERI Milva/MOSCOSO Nebel.

In : [AISS - Revue internationale de sécurité sociale](#), 72-1, janvier-mars 2019, 22 p.

En Argentine, la couverture des régimes de retraite est inégalement répartie entre les différentes tranches de revenu, tant durant la vie active qu'après le départ en retraite. L'évolution de cette inégalité d'accès durant la période 1994-2017 est ici étudiée et l'article tente par ailleurs de déterminer si elle est corrélée avec la situation socio-économique des individus. Malgré une augmentation du niveau moyen de la couverture, les inégalités d'accès ont sensiblement augmenté durant les années qui ont suivi la réforme de 1994, tant parmi les actifs qu'au sein de la population inactive. La réintroduction du régime de retraite par répartition n'a pas fait régresser les inégalités d'accès au sein de la population active, mais elle a considérablement atténué celles constatées parmi les inactifs.

Measuring and reporting obligations of social security retirements systems actuarial perspectives (Evaluation et communication des obligations actuarielles des régimes de retraite de la sécurité sociale) /BROWN Robert L./D'AMBROGI-OLA Barbara.

In : [AISS - Revue internationale de sécurité sociale](#), 71-3, juillet-septembre 2018, 13 p.

Ce document formule des recommandations en matière de communication d'informations dont les organisations nationales et internationales pourraient s'inspirer lorsqu'elles élaborent des normes de reporting concernant les régimes de retraite de la sécurité sociale (RRSS). Les auteurs de l'article avancent que la méthode à employer pour évaluer les obligations et communiquer des informations à cet égard dépend du mode de financement des RRSS. Dans cet article, les auteurs privilégient les mesures de la viabilité d'un RRSS par rapport aux évaluations de son niveau de financement. Un système entièrement capitalisé à la date de l'évaluation peut fort bien ne pas être viable, tandis qu'à l'inverse, un système entièrement financé par répartition peut l'être.

Measuring and reporting the actuarial obligations of the Canada Pension Plan (Evaluation et communication des obligations actuarielles du régime des pensions du Canada) /BILLIG Assia/MENARD Jean-Claude.

In : [AISS - Revue internationale de sécurité sociale](#), 71-3, juillet-septembre 2018, 23 p.

Les méthodes utilisées pour évaluer la viabilité financière du régime de pensions du Canada (RPC) et pour publier des informations à cet égard font partie des « bonnes pratiques » reconnues à l'échelle internationale. L'expérience et les pratiques du Canada permettent de tirer des enseignements utiles et d'éclairer le débat international et pluridisciplinaire concernant la méthode la plus appropriée pour évaluer l'actif et les engagements de la sécurité sociale et publier les résultats de cette évaluation. Cet article présente une analyse de l'actif et des engagements du RPC, qui fait appel à différentes méthodologies pour établir les bilans actuariels. L'article présente les méthodes utilisées pour la communication d'informations sur la situation financière du RPC, notamment l'établissement de rapports actuariels et financiers. Il décrit l'approche complète employée pour établir les rapports annuels du RPC et les Comptes publics du Canada.

Reporting the pension obligations of social security schemes : a EU perspective (Présentation au niveau européen des obligations de pension des régimes de sécurité sociale) /STAVRAKIS Costas.

In : [AISS - Revue internationale de sécurité sociale](#), 71-3, juillet-septembre 2018, 18 p.

Les Etats membres de l'Union européenne (UE) sont dotés de systèmes de retraite de la sécurité sociale très différents les uns des autres en termes de types de régimes et de prestations offertes, de caractéristiques redistributives, ainsi que de mode et de sources de financement. De même, le rôle de l'Etat en matière de retraite varie considérablement d'un Etat membre à l'autre. Cet article formule des propositions en vue de l'amélioration de la transparence et de la comparabilité entre pays. Il propose, pour évaluer la situation financière des régimes de retraite contributifs, de publier des informations supplémentaires tenant compte non seulement du mode de financement adopté, mais aussi de la nature des prestations servies. Du point de vue de l'action publique, ces informations supplémentaires permettraient de promouvoir certains types de régimes de sécurité sociale au sein de l'UE, ainsi que

de clarifier le rôle de l'Etat dans le financement des régimes de retraite de la sécurité sociale et d'en améliorer l'efficacité.

Towards a fair assessment of social security liabilities under pay-as-you-go and partially funded schemes (Vers une juste évaluation des engagements en matière de sécurité sociale dans le cadre de régimes par répartition et par capitalisation partielle) /DROUIN Anne/LLORET Cristina/PLAMONDON Pierre.

In : *AISS - Revue internationale de sécurité sociale*, 71-3, juillet-septembre 2018, 23 p.

Les auteurs s'appuient sur des travaux d'évaluation actuarielle récents pour analyser divers aspects et difficultés méthodologiques et divers problèmes de mesure en se plaçant d'un point de vue actuariel et du point de vue des politiques de sécurité sociale. Ils entendent ainsi contribuer au débat mondial sur les moyens d'améliorer la transparence de l'information sur les engagements financiers des régimes de sécurité sociale liés à l'emploi (contributifs), ces engagements étant souvent garantis par l'Etat du fait de modes de financement tels que le financement par répartition ou la capitalisation partielle. Les auteurs se félicitent de constater que la profession actuarielle et les spécialistes de la comptabilité nationale et des statistiques des finances publiques coopèrent pour fournir des directives plus claires aux pouvoirs publics nationaux afin qu'ils présentent une image fidèle et précise de la situation financière de leurs régimes de sécurité sociale en tenant dûment et correctement compte de la politique appliquée par le pays en matière de sécurité sociale.

Vieillesse et retraite au Brésil : perspectives /DE FREITAS Revalino Antonio.

In : *Cnav - Retraite et société*, 78, janvier 2019, 20 p.

L'auteur rappelle que le vieillissement de la population dans les sociétés dites « émergentes » où les systèmes de protection sociale sont moins développés, est un enjeu majeur qui reste aujourd'hui souvent sans réponse. Il expose ainsi comment l'émergence d'un discours sur le déséquilibre des fonds publics au Brésil sert de prétexte pour réduire la couverture sociale des personnes âgées. Fortement frappé ces dernières années par les crises économiques, le système de protection sociale brésilien, bien que restrictif, joue un rôle majeur dans la lutte contre la pauvreté. Plus généralement, comme le souligne l'auteur, un système de protection sociale solide est essentiel dans les sociétés où les inégalités sont importantes.

OECD Pensions Outlook 2018 (Panorama des pensions de l'OCDE 2018).

Paris : OCDE, 2018, 253 p.

Cette édition 2018 examine les options qui permettent aux gouvernements de faire en sorte que les citoyens tirent le meilleur parti possible du système de retraite. Le rapport couvre les différentes approches permettant d'optimiser la conception des régimes de retraite afin d'améliorer les ressources des retraités en augmentant l'épargne (en utilisant des incitations financières et en tenant compte des comportements, en optimisant l'efficacité (aligner les charges sur les coûts liés aux pensions, améliorer la gouvernance, la gestion des investissements et des risques)) et l'efficacité en fonction des situations personnelles.

https://read.oecd-ilibrary.org/finance-and-investment/oecd-pensions-outlook-2018_pens_outlook-2018-en#page1

Protection sociale En Europe et dans le monde

Actualité du droit social européen 2018 /LAULOM Sylvaine.

In : *Lamy - Semaine sociale, Supplément au 1841*, 17/12/2018, 45 p.

L'adoption du Socle européen des droits sociaux, il y a un plus d'un an, a impulsé une dynamique et un premier bilan de sa mise en œuvre peut être réalisé. Sur le plan législatif, l'adoption de la directive relative au détachement des travailleurs du 28/06/2018 constitue le signe le plus fort de l'infléchissement espéré. En matière de jurisprudence, ce sont les arrêts du 06/11/2018, relatifs au droit au congé annuel payé, du 17/04/2018 et du 11/09/2018, relatifs aux discriminations du fait de l'orientation religieuse, qui retiennent l'attention.

Introducing social protection in the Middle East and North Africa: Prospects for a new social contract? (Introduire la protection sociale au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : perspectives d'un nouveau contrat social ?).

In : *AISS - Revue internationale de sécurité sociale*, 71-2, avril/juin 2018.

Les politiques de protection sociale mises en œuvre dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) doivent être vues comme un élément fondamental du contrat social que les pouvoirs publics ont proposé à leurs citoyens après l'indépendance. Elles ont visé la mise en place de systèmes de santé et d'enseignement gratuits, de subventions généreuses à l'alimentation, à l'énergie et à l'eau, de régimes d'assurance et d'aide sociale et de vastes programmes d'emplois publics. Cette stratégie a été possible grâce à des rentes importantes (comme les produits de l'exportation de pétrole, de gaz et de minerais, ou les redevances du canal de Suez), aux envois de fonds des travailleurs émigrés et à l'aide au développement. La diminution des revenus tirés de certaines de ces ressources et la croissance démographique ont conduit les gouvernements de la région MENA à concentrer davantage leurs dépenses de protection sociale sur certaines catégories de la population. C'est pourquoi les systèmes de protection sociale de ces pays présentent actuellement de graves faiblesses en termes d'équité sociale, d'efficacité et de viabilité. Les articles de ce numéro spécial mettent en lumière certaines des opportunités à saisir et des difficultés à surmonter pour mettre sur pied des systèmes de protection sociale viables au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Marché du travail Emploi des seniors

Emploi et chômage des seniors en 2018 : hausse du taux d'emploi et du taux de chômage.

In : *Dares - Résultats*, 13, mars 2019, 8 p.

En 2018, 56% des personnes âgées de 55 à 64 ans sont actives en France : 52,1% ont un emploi et 3,8% sont au chômage, soit un taux de chômage de 6,9%. Le taux d'activité des 55-64 ans poursuit sa hausse (+0,9 points), caractérisée par une augmentation du taux d'emploi et du taux de chômage. 4,7 millions de personnes âgées d'au moins 55 ans ou plus, dont 0,5 million de retraités, travaillent. Les seniors en emploi sont plus souvent à temps partiel, moins souvent en situation de sous-emploi. Le taux d'activité des 55-64 ans en France est inférieur de près de 5,7 points à la moyenne de l'Union européenne à 28 pays en 2017, en raison principalement d'une faible participation au marché du travail des hommes de 60-64 ans.

https://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/dares_resultats_emploi_chomage_seniors_2018.pdf

Prolongement de la vie professionnelle des Québécois : une nécessité pour la société, les travailleurs et les employeurs ? /BALLESTEROS-LEIVA Félix/BEAUCHAMP-LEGAULT Marie-Ève/GAGNE Claudia,...

In : *Cnav - Retraite et société*, 78, janvier 2019, 22 p.

L'article présente de manière détaillée les enjeux liés à la prolongation de la vie active des travailleurs québécois. L'augmentation de l'espérance de vie et la transformation démographique des populations nécessitent d'ajuster les systèmes de retraite pour parvenir à un équilibre entre les recettes et les dépenses. Afin d'éviter ou de minimiser toute perte de niveau de vie pendant la retraite, deux mesures clés sont privilégiées : l'augmentation de l'âge légal du départ à la retraite et celle du nombre d'années de cotisations nécessaires pour bénéficier d'une pension à taux plein.

Marché du travail Evolution de la population active

L'Emploi dans les très petites entreprises fin 2017 : 13% des salariés en contrat à durée déterminée /CHAUSSE Marie-Lorraine.

In : *Dares - Résultats*, 61, décembre 2018, 8 p.

Les entreprises de 1 à 9 salariés regroupent 19% de l'emploi salarié concurrentiel (hors agriculture), soit 3,3 millions de salariés au 31/12/2017. Elles emploient en moyenne 3 salariés, mais plus d'un tiers d'entre elles ne compte qu'un seul salarié. 27,7% des salariés des TPE travaillent à temps partiel, 13,2% sont en CDD et 6,7% bénéficient d'un emploi aidé, dont 82,7% dans le cadre d'une formation en alternance.

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/etudes-et-syntheses/dares-analyses-dares-indicateurs-dares-resultats/article/l-emploi-dans-les-tres-petites-entreprises-fin-2017>

Une photographie du marché du travail en 2018 : le taux d'emploi des jeunes et des seniors augmente de nouveau /JAUNEAU Yves/VIDALENC Joëlle.

In : Insee Première, 1738, mars 2019, 4 p.

En 2018, en France, 29,4 millions de personnes de 15 à 64 ans, soit 71,9% de cette tranche d'âge, sont actives au sens du Bureau international du travail. Parmi ces personnes, 26,7 millions ont un emploi et près de neuf sur dix actifs sont salariés. Les emplois à durée indéterminée restent prédominants chez les salariés (84,7%), et minoritaires (45%) chez les 15–24 ans. 2,7 millions d'actifs sont au chômage en 2018.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3741241>

Marché du travail Carrières et salaires

Évolution des salaires de base et conditions d'emploi dans le secteur privé : résultats définitifs du 4^{ème} trimestre 2018.

In : Dares - Indicateurs, 014, 01/03/2019, 5 p.

Fin décembre 2018, parmi les salariés des entreprises privées de 10 salariés ou plus, hors agriculture, particuliers employeurs et activités extraterritoriales, 17,6% travaillent à temps partiel et 82,4% à temps complet. La durée hebdomadaire collective moyenne du travail est de 35,6 heures excepté pour les 14,1% d'employés travaillant sous la forme d'un forfait jours. De septembre 2018 à décembre 2018, l'indice du salaire mensuel de base (SMB) de l'ensemble des salariés augmente de 0,2% et l'indice du salaire horaire de base des ouvriers et des employés (SHBOE) croît de 0,2%.

[https://dares.travail-](https://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/dares_indicateurs_evolution_salaires_base_conditions_emploi_t4_2018.pdf)

[emploi.gouv.fr/IMG/pdf/dares_indicateurs_evolution_salaires_base_conditions_emploi_t4_2018.pdf](https://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/dares_indicateurs_evolution_salaires_base_conditions_emploi_t4_2018.pdf)

Démographie Aspects démographiques et économiques du vieillissement

Anticiper le grand âge ? : comment les jeunes retraités baby-boomers « adaptent » leur logement /AUGER Fanny/CARADEC Vincent/PETITE Ségolène.

In : Cnav - Retraite et société, 78, janvier 2019, 28 p.

Cet article présente une recherche menée autour de jeunes retraités et la façon dont ils anticipent leur vieillissement à travers les adaptations, envisagées ou non, de leur logement. Le parcours professionnel, conjugal ou familial, influencent la manière dont les personnes vivent dans leur logement. Les auteurs remettent en question l'idée reçue selon laquelle le grand âge représente pour tous un inéluctable déclin, « le déni du vieillissement » devenant alors une réponse commune. Les jeunes retraités sont conscients que si le grand âge pose des enjeux, se projeter dans un avenir certain n'est pas possible. Par conséquent, c'est le présent qui est privilégié, en adaptant le logement par le biais du confort dont le but est l'amélioration de la qualité de vie.

Démographie Bilan démographique en France

Baisse récente de la fécondité en France : tous les âges et tous les niveaux de vie sont concernés /ROBERT-BOBEE Isabelle/VOLANT Sabrina.

In : Insee Focus, 136, 13/12/2018, 4 p.

La fécondité diminue légèrement en France depuis 2015. Cette baisse est générale. Elle touche aussi bien les femmes qui n'avaient pas encore d'enfant que celles qui en avaient déjà. Elle ne concerne toutefois pas les immigrées, dont la fécondité reste stable.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3675496>

Bilan démographique 2018 : la fécondité baisse depuis quatre ans /BEAUMEL Catherine/PAPON Sylvain.

In : Insee Première, 1730, janvier 2019, 4 p.

Au 01/01/2019, la France compte près de 67 millions d'habitants. Au cours de l'année 2018, la population a augmenté de 0,30%. En 2018, 758 000 bébés sont nés en France, soit 12 000 de moins qu'en 2017. Il s'agit de la quatrième année consécutive de baisse. L'indicateur conjoncturel de

fécondité s'établit à 1,87 enfant par femme en 2018. Il recule depuis quatre ans, mais la baisse ralentit. Il retrouve son niveau de 2002. La France reste encore en 2016 le pays le plus fécond de l'Union européenne. En 2018, le nombre de décès s'établit à 614 000, soit 8 000 de plus qu'en 2017. L'espérance de vie à la naissance s'établit à 85,3 ans pour les femmes et 79,4 ans pour les hommes. La France est l'un des pays européens où les femmes vivent le plus longtemps, alors qu'elle n'est qu'en neuvième position pour les hommes.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3692693>

L'Émigration des immigrés, une dimension oubliée de la mobilité géographique /SOLIGNAC Matthieu.

In : *Population*, 4, 01/10/2018, 25 p.

Cet article analyse la mobilité géographique des immigrés par rapport à celle des natifs en tenant compte des départs du pays d'accueil. Alors que la mobilité résidentielle de la plupart des natifs s'effectue au sein du territoire national, une proportion importante d'immigrés le quitte pour leur pays de naissance ou un pays tiers. Mais ces flux d'émigration sont souvent occultés, tant par l'approche rétrospective habituellement adoptée pour l'étude de la mobilité résidentielle, qu'en raison du manque de données adaptées pour mesurer les sorties du territoire.

<http://www.revue-population.fr/articles/2018-4-l-emigration-des-immigres-une-dimension-oubliee-de-la-mobilite-geographique/>

En 2017, la moitié des personnes arrivées en France sont nées en Europe /LE Jérôme.

In : *Insee Focus*, 145, 20/02/2019, non paginé.

En France, entre 2006 et 2016, la population a augmenté de 3,2 millions de personnes, dont un tiers d'immigrés. En 2015, le solde migratoire de la France s'établit à + 41 000 personnes. Les entrées d'immigrés (253 000) sont plus nombreuses que les sorties (66 000). À l'inverse, ce solde est négatif pour les personnes non immigrées (- 147 000). Stables aux environs de 300 000 jusqu'en 2010, les arrivées en France progressent depuis et atteignent 378 000 en 2016. Parmi les personnes arrivées en 2017, une sur deux est née en France ou ailleurs en Europe.

<https://insee.fr/fr/statistiques/3716876>

L'Évolution démographique récente de la France : naissances, décès, unions et migrations, à chacun sa saison /BARBIERI Magali/BRETON Didier/D'ALBIS Hippolyte,...

In : *Population*, 4, 01/10/2018, 69 p.

Au 01/01/2018, la France comptait près de 66,9 millions d'habitants, soit 122 300 personnes de plus que l'année précédente, mais l'accroissement annuel moyen, et tout particulièrement l'accroissement naturel, n'ont jamais été aussi faibles depuis 20 ans, voire 40 ans.

<http://www.revue-population.fr/articles/2018-4-l-evolution-demographique-recente-de-la-france-naissances-deces-unions-et-migrations-a-chacun-sa-saison/>

Mayotte : plus d'un adulte sur deux n'est pas né sur l'île /BRETON Didier/CROUZET Maude/MARIE Claude-Valentin.

In : *Ined - Population et sociétés*, 560, novembre 2018, 4 p.

Estimée à 23 400 habitants en 1958, la population de l'île de Mayotte a plus que décuplé en 50 ans pour atteindre 256 500 habitants en 2017. Les trois quarts des enfants qui y naissent sont de mères étrangères, comoriennes pour la plupart. L'immigration, qui contribue depuis longtemps à la croissance démographique, se double d'une émigration importante touchant notamment les jeunes, près de la moitié des personnes de 20-24 ans nées à Mayotte résidant en métropole, par exemple. Il en résulte une recomposition importante de la population : plus de la moitié des adultes habitant l'île n'y sont pas nés et sont originaires des îles comoriennes voisines. La population de Mayotte est très jeune et peu instruite. L'un des premiers défis de l'île est de rattraper les retards en matière d'éducation.

https://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/28626/560.population.societes.novembre.2018.mayotte.fr.pdf

Pourquoi l'espérance de vie augmente-t-elle moins vite en France ? /PISON Gilles.

In : *Ined - Population et sociétés*, 564, mars 2019, 4 p.

L'espérance de vie ne progresse plus que faiblement en France depuis quelques années. Examinant si ce ralentissement est conjoncturel ou tient à une nouvelle tendance de fond, Gilles Pison le resitue parmi les évolutions observées dans les autres pays développés. Les épidémies de grippe saisonnière ont été particulièrement meurtrières ces dernières années, mais le ralentissement des progrès de l'espérance de vie tient aussi peut-être à une tendance de fond. Les cancers sont devenus la première cause de décès ; la mortalité qui leur est due diminue plus lentement que celle liée aux maladies cardiovasculaires, très rapide ces dernières décennies, et qui a beaucoup fait progresser l'espérance de vie.

https://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/28977/564.esperance.vie.france.2019.3.fr.pdf

Démographie

Bilan démographique en Europe et dans le monde

Le Nombre et la part des immigrés dans la population : comparaisons internationales /PISON Gilles.

In : *Ined - Population et sociétés*, 563, février 2019, 4 p.

La proportion d'immigrés varie beaucoup d'un pays à l'autre, dépassant la moitié de la population dans certains pays, alors qu'elle est inférieure à 0,1 % dans d'autres. Dans quels pays les immigrés sont-ils les plus nombreux ? De quels pays sont-ils issus ? De façon plus générale, comment les immigrés se répartissent-ils à l'échelle de la planète ? Gilles Pison dresse ici un panorama du nombre et de la part des immigrés dans les différents pays du monde.

https://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/28889/563.comparaison.internationale.immigre.2019.2.fr.pdf

Politiques publiques et vieillesse dans les Suds : impromptus du LPED #4 /GOLAZ Valérie/SAJOUX Muriel / LPED.

In : *Impromptus du LPED*, 4, 01/01/2018, 347 p.

Alors qu'ils sont encore relativement « jeunes », les pays du Sud vont vivre dans les prochaines décennies un vieillissement démographique rapide et/ou une gérontocroissance très importante. Ces pays sont pour la plupart également des pays où la famille et le marché du travail se transforment et où la protection sociale des personnes âgées est souvent limitée et surtout très inégale. Aujourd'hui dans de nombreux pays du Sud, ce sont principalement les familles qui prennent en charge les situations de dépendance dans la vieillesse.

<http://www.lped.fr/les-impromptus-du-lped-4-politiques-publiques-et.html>

Généralités

Florilège : prix 2018 / Agirc/Arrco.

In : *Observatoire des retraites - La Lettre*, 25, janvier 2019, 30 p.

Cette lettre présente les contributions des trois lauréats du prix 2018 de l'Observatoire des retraites :

- La sécurisation juridique des pensions de retraite liquidées : entre réalisme et démythification (Jessica Attali-Colas),
- Les pensions de réversion en France : équivalent patrimonial des droits à la retraite et niveau de vie des pensionné(e)s (Christian Rodrigue Tagne),
- Au-delà des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad)... Penser l'alternative dans le champ du vieillissement (Cécile Rosenfelder).

<https://fr.calameo.com/read/0027117291184d2fdf6c6?page=1>